

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 329 / Mars 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2020

Un climat de tension qui fragilise encore davantage l'économie calédonienne

Le climat des affaires marque le pas, tandis que la reprise s'éloigne et demeure incertaine

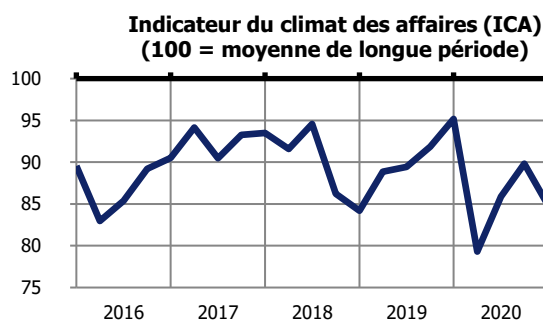
À la suite du confinement de mars-avril 2020, l'indicateur du climat des affaires, qui résume l'opinion des chefs d'entreprises interrogés sur la conjoncture, s'était redressé, profitant notamment d'un regain d'activité dans certains secteurs, mais laissant toutefois apparaître des signes d'essoufflement. Au 4^e trimestre, l'indicateur perd 5,0 points pour s'établir à 84,8, soit un niveau relativement faible, sensiblement en dessous de sa moyenne de longue période et de sa moyenne pré-crise covid pour l'année 2019.

Ce retournement s'explique dans une large mesure par les tensions diverses consécutives à la vente de l'usine du Sud qui ont impacté l'économie du pays au-delà même du seul secteur nickel, et qui viennent s'ajouter aux difficultés conjoncturelles inhérentes à la crise de la Covid-19 et à d'autres plus structurelles.

Ainsi, la composante du trimestre écoulé contribue à hauteur de 3 points à la baisse de l'indicateur (-1,3 point liée à l'activité). Cette perturbation du courant d'affaires a eu un effet immédiat sur le niveau des effectifs dont la variable explique 1,3 point du recul de l'indicateur. En outre, si le niveau de trésorerie des entreprises semble se stabiliser et que l'investissement enregistre ponctuellement un léger mieux, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises montrent de nouveaux signes de détérioration.

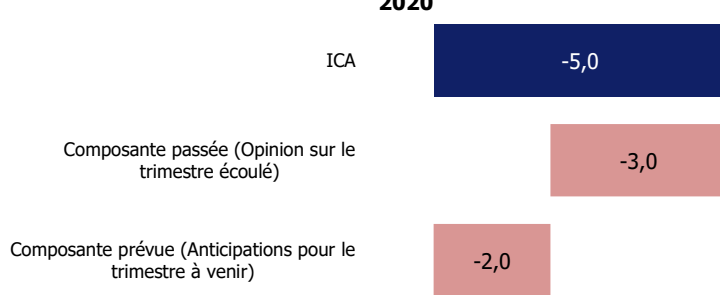
Ce contexte local devenu anxiogène se traduit naturellement par des anticipations dégradées. La composante prévisionnelle de l'indicateur, qui résume l'appréciation des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, contribue, elle aussi, à la contraction de l'indicateur (à hauteur de 2,0 points). Le manque de visibilité concernant le redémarrage de l'usine du Sud, la sortie de la crise sanitaire et l'avenir institutionnel du territoire sont autant d'incertitudes majeures qui influent sur le moral et les décisions des chefs d'entreprises et des autres agents économiques.

Tandis que certains secteurs, dont l'activité est au ralenti (BTP, tourisme...), font appel au soutien de la puissance publique pour passer le cap de la crise, les difficultés à estimer les recettes fiscales ont conduit le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie à repousser le vote du budget. La situation des finances publiques reste tendue et incertaine. Au final, les recettes fiscales, en termes de droits constatés, reculent de près de 7 mds XPF par rapport à 2019 (une contraction toutefois moins forte qu'escompté), alors que dans le même temps des besoins conjoncturels supplémentaires apparaissent (notamment liés au financement du chômage partiel des salariés de Vale NC et de ses sous-traitants et à la poursuite du financement des mesures de soutiens liées à la crise de la Covid-19).



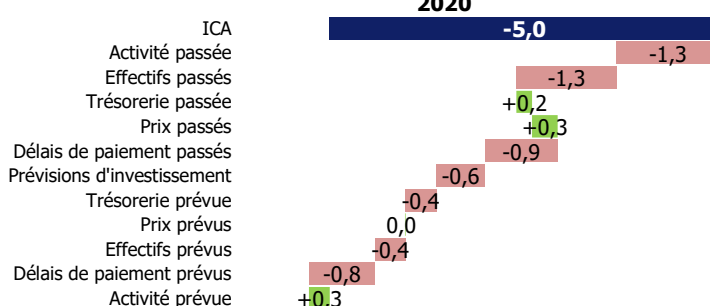
Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Contribution à l'évolution de l'ICA au 4e trimestre 2020



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Contribution à l'évolution de l'ICA au 4e trimestre 2020



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

L'activité des entreprises marque le pas

Au 4^e trimestre, la dynamique de redressement du courant d'affaires des entreprises observé à la sortie du confinement ne se confirme pas. Alors que la fin d'année est traditionnellement une période plutôt soutenue dans la plupart des secteurs, le monde économique calédonien a dû faire face à une crise inédite autour de l'enjeu de la reprise de l'usine du Sud qui a impacté pendant plusieurs semaines l'économie du territoire et mis un coup d'arrêt à la remontée de l'ICA. Dans ce contexte, la part des chefs d'entreprises interrogés par l'IEOM déclarant une baisse d'activité (39 %) a sensiblement augmenté sur le trimestre (+10 points) au détriment de celles qui font état d'une stabilité de l'activité (-11 pts) tandis que celle enregistrant une hausse restait relativement stable (à 34 %).

Au final, pour l'année 2020, près d'une entreprise sur deux déclare avoir perdu du chiffre d'affaires par rapport à 2019 (dont 2 sur 10 avec plus de 25 % de baisse). Elles sont 3 sur 10 à déclarer un chiffre d'affaires stable et seulement 2 sur 10, une hausse.

La trésorerie des entreprises se stabilise progressivement

En dépit d'un moindre niveau d'activité qu'escompté en fin d'année, le jugement des chefs d'entreprise concernant le niveau de leur trésorerie est moins défavorable qu'au trimestre précédent. Ainsi, ils sont désormais 23 % à déclarer une amélioration de leur trésorerie (contre 15 % au 3^e trimestre) et 43 % à constater une stabilisation. La part des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie reste importante, mais elle diminue fortement, passant de 55 % au 2^e trimestre à 34 % au 4^e trimestre.

Cette résilience de la trésorerie des entreprises est la résultante de plusieurs facteurs. Tout d'abord, elle s'explique par une plus grande prudence des entrepreneurs dans leurs choix de gestion. Autres éléments déterminants, les effets positifs des mesures de soutien des collectivités aux entreprises, au premier rang desquels les PGE, qui se sont encore élevés à des niveaux importants au 4^e trimestre (2,3 Mds XPF pré-accordés). Parmi les entreprises interrogées et ayant besoin d'appui pour faire face à la crise (27 % des entreprises interrogées disent ne pas être concernées), 60 % d'entre elles affirment avoir reçu les financements nécessaires. Elles ne sont que 5 % à envisager de demander un moratoire à leur banque. Cela tend à traduire l'efficacité des dispositifs mis en place.

Les indicateurs de vulnérabilité commencent à se détériorer

Au 4^e trimestre, en dépit d'une amélioration globale de leur trésorerie, une frange encore limitée des entreprises calédoniennes, devenues trop fragiles, sont contraintes de mettre un terme à leur activité, alors que pour d'autres les difficultés deviennent critiques, comme en témoigne la hausse des liquidations judiciaires (+55,6 %, soit +25 liquidations) et des défaillances d'entreprises (+40 défaillances sur un trimestre, soit +63,9 %). En parallèle, le nombre de personnes morales interdites bancaires continue de reculer (-2,1 % sur un trimestre), tandis que le taux de créances douteuses des établissements de crédits locaux reste stable (-0,05 point).

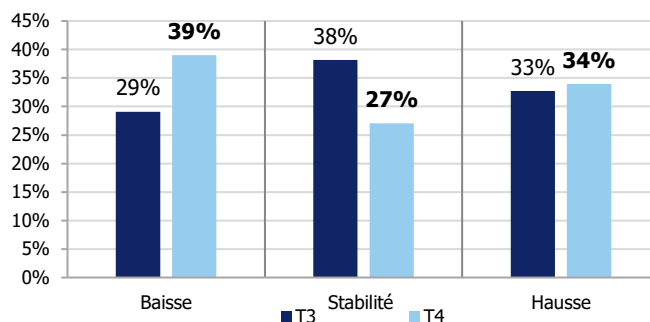
Les entreprises restent prudentes sur leurs investissements malgré un léger mieux

Au 4^e trimestre, l'investissement des entreprises connaît une amélioration. Les importations de biens d'investissement progressent de 5,2 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). Dans le détail, après une chute au 3^e trimestre, les importations de machines et équipements repartent à la hausse (+16,5 %) tandis que les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent plus modestement (+3,2 %). La hausse des crédits à l'équipement au 4^e trimestre (+50,6 %, soit +3,4 mds XPF) confirme également ce léger mieux.

Toutefois, cette orientation favorable de l'investissement n'est pas le signe d'une confiance retrouvée en l'avenir, les entreprises continuant de se concentrer sur le renforcement de leur trésorerie. Ainsi, leurs dépôts augmentent de 16,5 mds XPF sur un trimestre, dont +8,8 mds XPF pour les comptes à vue et +7,6 mds XPF pour les comptes rémunérés (après une décollecte de 15,6 mds XPF de mars à septembre pour ces derniers).

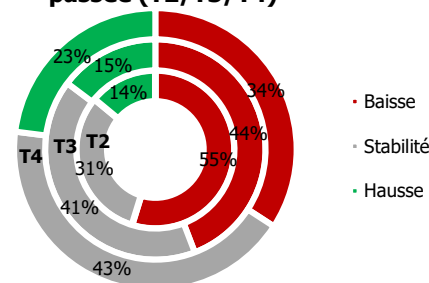
En outre, au 4^e trimestre, les perspectives d'investissements pour les 12 prochains mois demeurent sensiblement dégradées : une entreprise sur deux anticipe une baisse de ses investissements, tandis que seulement une sur cinq prévoit une hausse.

Solde d'opinion portant sur l'activité



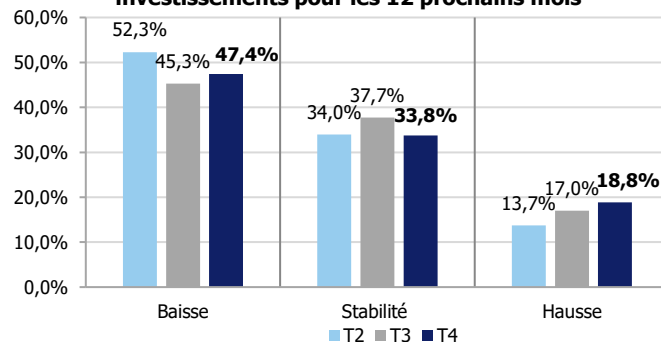
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Solde d'opinion portant sur la trésorerie passée (T2/T3/T4)



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

Répartition des prévisions d'évolution des investissements pour les 12 prochains mois



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Une amélioration ponctuelle sur le marché de l'emploi

Après un recul sensible enregistré au 1^{er} trimestre (-3,1 % sur un trimestre, CVS), puis une légère amélioration au 2^e (+0,3 %), l'emploi salarié privé progresse plus significativement au 3^e trimestre (+1,5 %) pour s'établir à 65 280 salariés (CVS). Sur trois mois, tous les secteurs voient une augmentation de leurs effectifs. Cependant, cette deuxième hausse consécutive reste encore insuffisante pour rattraper le nombre d'emplois détruits au 1^{er} trimestre de l'année. En rythme annuel, en dehors de l'industrie qui reste créatrice d'emplois (+1,2 %) l'ensemble des secteurs perdent des effectifs (-1,5 % pour l'agriculture, -1,8 % pour la construction, -2,0 % pour les services et -0,1 % pour le commerce). Au total, ce sont près de 600 emplois qui ont été perdus par rapport au 3^e trimestre 2019 (-0,9 %).

De plus, cette amélioration pourrait n'être que passagère. Au 4^e trimestre, les chefs d'entreprises répondant à notre enquête sont plus nombreux qu'au trimestre précédent à déclarer une diminution de leurs effectifs. Ainsi, le solde d'opinion associé à cette variable atteint son plus bas niveau historique. En outre, dans un contexte marqué par les incertitudes sur la poursuite de l'activité de l'Usine du Sud qui a conduit à la mise en chômage partiel d'une partie des salariés de Vale NC et de ses sous-traitants ainsi que ceux de la SLN, les perspectives pour le trimestre à venir apparaissent également dégradées.

Après une hausse de la consommation au 3^e trimestre, les ménages reconstituent leur épargne

« Forcés » d'épargner au 2^e trimestre durant le premier confinement, les ménages calédoniens ont dépensé une grande partie du surplus d'épargne ainsi constitué au 3^e trimestre, pour finalement se remettre à épargner sur les deux derniers mois de l'année du fait du confinement externe. Ainsi, l'épargne des ménages, en recul sensible au 3^e trimestre, se stabilise au 4^e trimestre en glissement trimestriel. Cet arbitrage se traduit par un regain de croissance des dépôts à vue (+0,9 Mds XPF), et par une moindre contraction des comptes rémunérés (-1,1 Mds XPF, après -5,0 mds XPF au 3^e trimestre). Par ailleurs, la propension des ménages à s'endetter semble se tasser, puisque la production de crédits à la consommation au 4^e trimestre diminue de -6,8 % en glissement annuel.

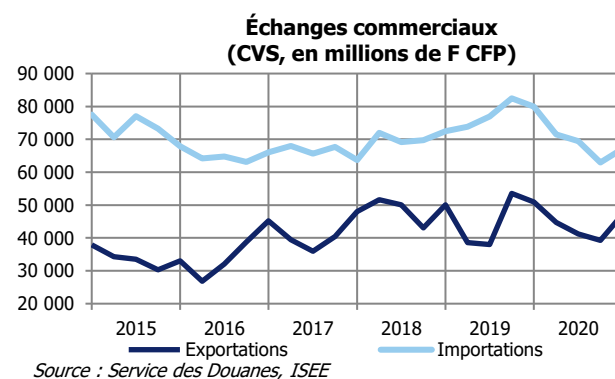
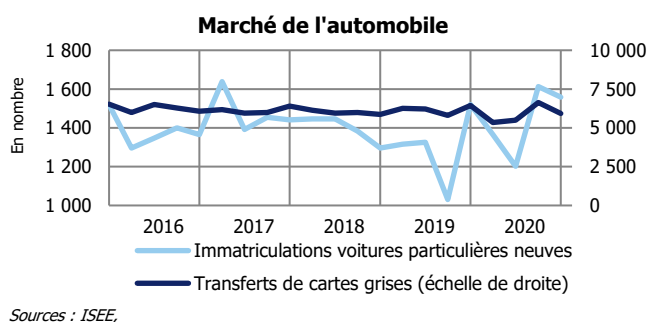
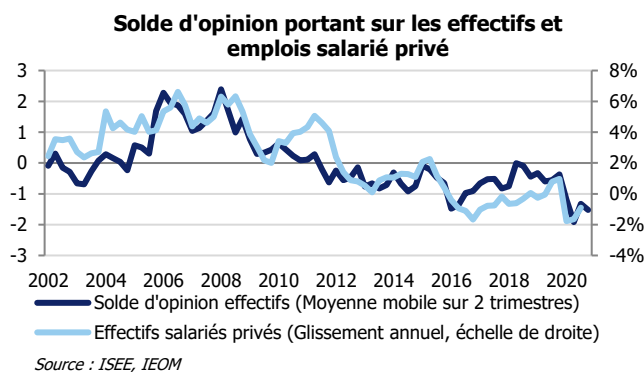
Malgré une propension à épargner en hausse, la consommation reste bien orientée comme en témoigne les importations de biens de consommation durables et non durables. Ces dernières progressent de 2,7 % (CVS) par rapport au 3^e trimestre, portés essentiellement par l'augmentation d'importation d'articles d'habillement (+15,9 % par rapport au 3^e trimestre) et par les importations de produits alimentaires (+8,4% par rapport au 3^e trimestre). Par ailleurs, les importations de biens de consommation durable augmentent de 12,0 % par rapport au 3^e trimestre. En revanche, après une forte augmentation des ventes de véhicules au 3^e trimestre (+42,3 % par rapport au trimestre précédent, CVS), celle-ci diminue de -3,4 % par rapport au trimestre précédent, mais reste à un niveau élevé (+2,5 % en glissement annuel). Cette bonne tenue de la consommation dans un contexte peu porteur s'explique principalement par le confinement externe, incitant les calédoniens à consommer davantage localement.

Enfin, au 4^e trimestre 2020, l'**indice des prix à la consommation (IPC)** est stable par rapport au trimestre précédent, mais en repli sur un an (-0,8 %). L'appréciation des prix de l'alimentation (+0,4 %) sur un trimestre et dans une moindre mesure des services (+0,2 %) est compensée par une baisse des prix de l'énergie (-0,5 %) et des prix des produits manufacturés (-0,4 %). En glissement annuel, le repli de l'IPC est marqué par une diminution des prix des produits manufacturés (-2,7 %) et des prix de l'énergie (-7,4 %) qui n'est que partiellement compensée par une augmentation des prix de l'alimentation (+3,4 %).

Rebond des échanges extérieurs

Dans un contexte de ralentissement économique lié à la crise sanitaire et économique mondiale, les échanges extérieurs suivaient une tendance baissière depuis le 4^e trimestre 2019. Au 4^e trimestre 2020, ils se retournent à la hausse. Les importations augmentent de 6,6 % (en rythme trimestriel, données CVS). Toutes les catégories de produits contribuent à ce rebond. Les importations de biens de consommation durables progressent de 12,0 %, celles de bien non durables de 2,7 %. Les importations liées au secteur productif, biens intermédiaires et d'investissement, augmentent également : respectivement de 5,7 % et 5,2 %. Enfin, après la chute observée au 3^e trimestre, (-29,8 %), les importations d'énergies augmentent sensiblement (+28,7 %) du fait d'une appréciation sensible du cours du pétrole (+50,6 % entre le 2^e et le 4^e trimestre).

En parallèle, tirées notamment par une forte progression des commandes (principalement chinoises) de minerais de nickel (+50,0 %), les exportations augmentent de 20,1 % par rapport au trimestre précédent (données CVS).



Au final, au 4^e trimestre, les exportations progressent plus vite que les importations, permettant une réduction du déficit commercial (-15,7 %) et une amélioration du taux de couverture (+7,9 points), lequel repasse pour la première fois depuis le 2^e trimestre 2018 au-dessus des 70 % (données CVS).

Des difficultés persistantes ou qui s'approfondissent dans la plupart des secteurs

Alors que la crise sanitaire continue d'affecter l'économie calédonienne, est venue se superposer une crise liée à la vente de l'usine du Sud, engendrant, notamment, l'arrêt de la production du site industriel de Goro, et le blocage de plusieurs sites miniers de la SLN. Dans un contexte déjà particulièrement compliqué pour les entreprises calédoniennes, cette crise est venue approfondir les difficultés déjà importantes de beaucoup d'entreprises et de la plupart des secteurs obérant le début de reprise qui semblait s'amorcer. Seuls les secteurs primaires et du commerce semblent rester sur des trajectoires plus positives, en raison notamment du confinement externe qui contraint les calédoniens à consommer localement. En effet, les entreprises du **secteur du commerce** répondant à

l'enquête ont vu leur chiffre d'affaires augmenter par rapport au trimestre précédent pour 58% d'entre elles grâce à la période des fêtes de fin d'année. Pour le secteur des services, 39 % des entreprises interrogées disent que leur chiffre d'affaires est en hausse de plus de 5% par rapport au trimestre précédent. En revanche, **les secteurs de l'industrie et des services** sont toujours en difficulté. En effet, dans l'industrie, 37 % des entreprises interrogées disent avoir subi une baisse de leur chiffre d'affaires de plus de 5 % par rapport au trimestre précédent.

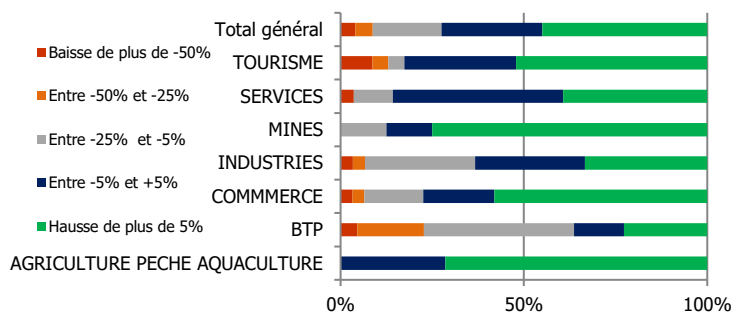
Le secteur primaire se stabilise

Au 4^e trimestre 2020, 80 % des entreprises du **secteur primaire** répondant à l'enquête disent que leur chiffre d'affaires est stable (entre -5 % et +5 %) ou en hausse de plus de 5 % par rapport au trimestre précédent. Si cela s'explique en partie par la période faste des fêtes de fin d'années, il convient de noter que les prévisions des chefs d'entreprises sont satisfaisantes puisque 72 % d'entre eux anticipent une stabilité de leur chiffre d'affaire au prochain trimestre. La production de la filière viande est relativement stable. En effet, les abattages de bovins sont en légère hausse (+1,5 % sur un trimestre, CVS), tandis que les abattages de porcins sont en légère baisse (-3,4 %, CVS). Les filières d'aquaculture et de pêche, davantage dépendantes de la demande internationale sont relativement stables en glissement annuel. Concernant l'aquaculture, les exportations de crevettes sont en légère hausse en glissement annuel en raison d'un décalage de ventes lié à un problème de place au niveau des entrepôts de stockage japonais. La filière s'attend à une baisse des commandes en 2021 puisque les stocks constitués par la clientèle s'écoulent moins bien qu'à l'accoutumée. La filière pêche affiche un léger mieux puisque les exportations de thons ont augmenté de 3,6 % en glissement annuel, et les tonnages débarqués par les palangriers sont en hausse de +5,1 % en glissement annuel CVS.

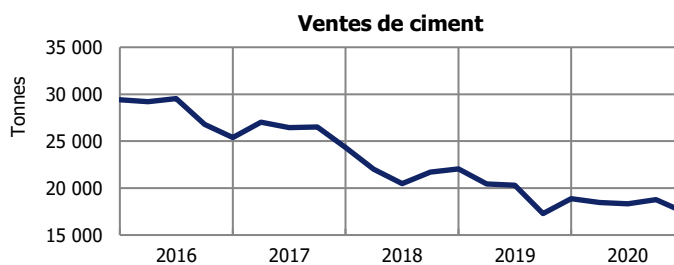
La crise du BTP s'approfondit

Le secteur du BTP voit son activité continuer de se contracter. 64 % des entreprises de ce secteur répondant à l'enquête indiquent avoir subi une baisse de leur chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent. Par ailleurs, la consommation de ciment – qui permet d'approximer le courant des affaires du secteur – baisse de 7,0 % par rapport au trimestre précédent (données CVS), s'établissant à un niveau particulièrement faible. Les difficultés du secteur s'expliquent notamment par l'absence de projets de grande ampleur et par le décalage dans le temps ou l'abandon de projets structurants tels que le projet Lucy ou encore le carré Rolland.

Évolution du CA au T4 2020 (par rapport au T3 2020)



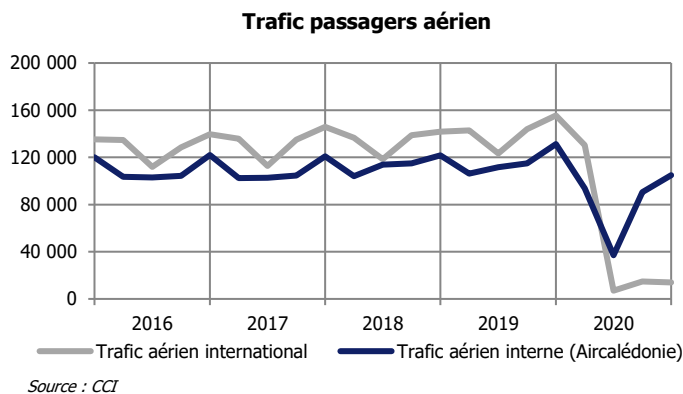
Source : enquête de conjoncture de l'IEOM



Source : Holcim, CVS par l'IEOM

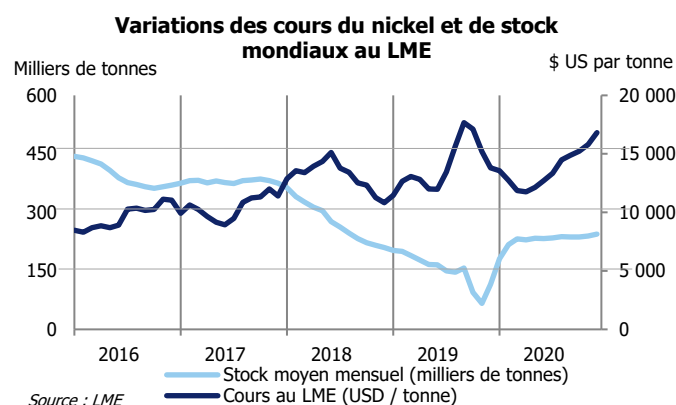
Un confinement externe qui continue de peser sur le tourisme

Depuis la fermeture des frontières due à la crise sanitaire du Covid 19, le trafic de passagers internationaux s'est effondré et ne comprend plus que des passagers venant pour des motifs impérieux ou professionnels. Si au 1^{er} trimestre 155 000 passagers partaient ou arrivaient à Tontouta, ils n'étaient plus que 13 972 au 4^e trimestre, soit un peu moins qu'au 3^e trimestre (14 836). Ce confinement « externe » prolongé jusqu'à octobre 2021 rend l'arrivée sur le territoire très limitée, et conditionnée à une quatorzaine obligatoire en hôtel. Le trafic aérien interne est quant à lui s'est significativement redressé sans toutefois parvenir à retrouver ses niveaux d'avant crise. En effet, au 4^e trimestre 2020, 104 912 passagers ont voyagé sur les lignes d'Air Calédonie, contre 131 282 au 4^e trimestre 2019. En glissement trimestriel, en revanche, le nombre de passagers progresse de 14 510 passagers en raison de la période de vacances scolaires d'été. Dans ce contexte, au 4^e trimestre, 52 % des chefs d'entreprises du tourisme répondants à l'enquête déclaraient une hausse de leur chiffre d'affaires de plus de 5 % par rapport au trimestre précédent. En revanche, 78 % de ces entreprises enregistrent une diminution de leur chiffre d'affaires en 2020 par rapport à 2019.



Un secteur nickel miné par les problèmes techniques et la crise de l'usine du Sud

Au 4^e trimestre, les cours du nickel ont poursuivi leur rallye haussier pour atteindre 15 961 USD/t en moyenne (soit 7,23 USD/lb), en augmentation de 12,0 % par rapport au 3^e trimestre 2020 et de 3,7 % par rapport au 4^e trimestre 2019. Cette tendance favorable s'explique d'une part par la reprise économique chinoise – premier consommateur de nickel – et d'autre part par des perspectives de croissance liées aux batteries pour les véhicules électriques. Cette forte croissance des cours, alors que les stocks de nickel ont été multiplié par 2,6 depuis le 4^e trimestre 2019, s'explique par un recul sensible de l'offre de minerai de qualité sur le marché en raison notamment d'une baisse de la production de nickel en Nouvelle-Calédonie (principale source de nickel de qualité pour le marché international) du fait du conflit autour de la reprise de l'usine du Sud, des blocages des approvisionnements de la SLN et des difficultés techniques de KNS.



La **production minière locale** diminue de 18,2 % en glissement trimestriel et de 10,9 % en glissement annuel en raison principalement du recul sensible de l'extraction de latérites (-38,0 % en glissement trimestriel), et dans une moindre mesure de celle des saprolites (-11,0 % en glissement trimestriel). Malgré ces fortes baisses de production, liées aux blocages des sites miniers, les exportations augmentent de 50 % en volume pour s'établir à 3 818 milliers de tonnes humides en volume trimestriel, ce qui constitue un record historique. Cette augmentation de l'export s'explique par les effets positifs du plan de sauvetage de la SLN, qui mise entre autre sur l'exportation de minerai à faible teneur (la SLN a obtenu l'autorisation d'exporter 4 Mth de minerai par an) et qui a également permis une baisse notable des coûts de production. En valeur, les exportations de minerai augmentent de 91,3 %, en raison de cette forte hausse des volumes exportés, conjuguée à une forte hausse des prix au LME au 4^e trimestre (la valeur moyenne de la tonne exportée gagne 27,5 %). Notons cependant que combinée à la variation des cours du dollar, le cours du nickel exprimé en XPF est inférieur à son niveau de 2019 sur les 2 derniers trimestres de 2020. Ainsi, le phénomène de parité euro/dollar a minoré le gain sur les cours.

Conséquence de la diminution de l'extraction, la **production métallurgique** se contracte de 17,6 % au 4^e trimestre par rapport au trimestre précédent, et de 21,2 % en glissement annuel. Cela s'explique en premier lieu par la chute de la production de NHC (-41,8 %), liée à la mise à l'arrêt de l'usine du Sud à partir du 10 décembre 2020, et au recul sensible de la production de ferronickel (-5,4 % par rapport au trimestre précédent). La production de ferronickel est restée stable à la SLN par rapport à 2019, alors qu'elle était déjà à des niveaux bas (production de 48 kt), en raison notamment des blocages sur les sites miniers de la SLN. Par ailleurs, la mise en maintenance d'un des fours de l'Usine du Nord a engendré une baisse de production de 29 % par rapport à 2019.

Les volumes exportés de produits de nickel baissent de 10,3 % par rapport au trimestre précédent et de 18,2 % en rythme annuel. Cette diminution est due principalement au recul des exportations de ferronickel (-17,0 % en rythme trimestriel et -27,4 % en rythme annuel), alors que les exportations de NHC, en dépit de la baisse de la production progressent de 6,7 % en rythme trimestriel et de 9,1 % en rythme annuel. L'appréciation sensible du cours du nickel a donc été insuffisante pour compenser la baisse des volumes exportés. Ainsi, en valeur, les exportations se replient de 11,9 % en rythme trimestriel et de 28,2 % en rythme annuel.

LA CONTRACTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE FINALEMENT MOINS MARQUÉE QU'PRÉVU EN 2020

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en janvier 2021, le PIB mondial aurait reculé de 3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux qu'anticipé en octobre. Cette révision s'explique principalement par une reprise de l'activité plus vigoureuse que prévu au deuxième semestre de l'année. Pour 2021, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à octobre, en lien avec l'optimisme placé dans les vaccins et les mesures de soutien supplémentaires annoncées dans plusieurs grandes économies.

Aux États-Unis, après le net rebond enregistré au troisième trimestre (+7,5 % en rythme trimestriel), le PIB a augmenté dans une moindre mesure au cours des trois derniers mois de l'année (+1,0 %). La consommation a peu progressé (+0,6 %) tandis que l'investissement privé a enregistré une hausse de 5,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB a reculé de 3,5 %, soit la plus forte baisse enregistrée depuis 1946. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 5,1 %.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre selon Eurostat après une hausse de 12,4 % au trimestre précédent. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à fin décembre (8,3 %) tout comme le taux d'inflation qui reste établi à -0,3 % pour le quatrième mois consécutif. Sur l'année entière, le PIB a diminué de 6,8 % selon les estimations d'Eurostat et de 7,2 % selon le FMI. L'Allemagne serait l'un des pays de la zone avec le repli le moins marqué (-5,4 %), alors que l'Espagne verrait son PIB chuter de 11,1 % sur l'année. En 2021, la zone euro pourrait voir son PIB progresser de 4,2 % selon le FMI.

En France, le confinement en vigueur entre fin octobre et mi-décembre, ainsi que les couvre-feux survenus avant et après cette période, ont entraîné une baisse du PIB de 1,3 % au quatrième trimestre. Le deuxième confinement a particulièrement impacté la consommation des ménages, qui s'est contractée de 5,4 %, tandis que l'investissement a poursuivi sa reprise (+2,4 % après +24,0 % au trimestre précédent). Les exportations (+4,8 %) ont par ailleurs augmenté plus rapidement que les importations (+1,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif. L'Insee estime que le PIB a chuté de 8,3 % sur l'ensemble de l'année. Une hausse de l'ordre de 5 % est attendue en 2021 selon la Banque de France.

Au Japon, la trajectoire positive enregistrée au troisième trimestre s'est poursuivie avec une augmentation du PIB de 3,0 % sur les trois derniers mois de l'année. La consommation des ménages et l'investissement ont respectivement progressé de 2,2 % et 4,5 % sur la période. Le FMI estime que le PIB s'est contracté de 5,1 % en 2020 et il anticipe un rebond de 3,1 % en 2021.

Le recul du PIB dans les pays émergents et en développement a finalement été moins important que prévu en 2020 (-2,4 % contre -3,3 % anticipé par le FMI en octobre). En Chine, le PIB a enregistré une hausse de 2,3 % sur l'année tandis qu'à l'inverse l'Inde, le Mexique et le Brésil, fortement touchés par la crise sanitaire tout au long de l'année, ont vu leur activité économique se dégrader nettement (respectivement -8,0 %, -8,5 % et -4,5 %). En 2021, le FMI prévoit un rebond du PIB de 6,3 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2021.

UN REDEMARRAGE ÉCONOMIQUE CONTRASTÉ EN ASIE-PACIFIQUE

Un an après l'apparition de la Covid-19, l'ensemble des pays de la région Asie-Pacifique connaissent encore une situation sanitaire incertaine qui conduit la plupart des gouvernements à maintenir ou à adopter des mesures d'urgence qui ont un fort impact sur l'économie.

Ainsi, en Océanie, la plupart des pays ont profité de leur insularité pour fermer ou contrôler strictement leurs frontières, leur permettant d'afficher des bilans sanitaires provisoires particulièrement positifs. À l'inverse, l'impact économique est majeur pour les pays de la région les plus tournés vers le tourisme, à l'instar des **îles Fidji** pour lesquelles la banque centrale nationale anticipe une baisse du PIB de plus de 19 % en 2020.

Confrontée aux mêmes enjeux, l'économie **néo-zélandaise** devrait enregistrer une récession de 4,8 % en 2020, équivalente à la moyenne des économies avancées (-4,9 %). Néanmoins, la résilience de ses structures économiques est confirmée par la baisse du taux de chômage qui, après avoir atteint 5,3 % au troisième trimestre 2020, s'établit à 4,9 % en fin d'année.

Grâce à des filières extractives et agricoles orientées vers l'export, **l'Australie** a bénéficié de la désorganisation des échanges et de la baisse de production chez ses concurrents. En décembre 2020, la valeur de ses exportations augmente de 31 % en glissement annuel pour les minerais métallifères et de 137 % pour les céréales. Ce dynamisme, associé à une solide reprise de la consommation intérieure, a permis d'ouvrir la voie au redémarrage économique. Néanmoins, il est menacé par la dégradation des relations diplomatiques et commerciales avec son premier partenaire, la Chine.

Confrontés à des défis différents, les pays asiatiques en développement souffrent principalement d'une baisse de la demande mondiale de produits manufacturés. Ainsi, le groupe ASEAN-5 (**Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam**) ne constate pas de reprise franche au dernier trimestre et enregistre une contraction de 3,2 % de son PIB en glissement annuel qui devrait atteindre 3,7 % sur l'année. La situation de ces pays et particulièrement sensible à la forte baisse (-31 %) des Investissements directs étrangers sur l'année 2020.

À l'inverse, la **Chine** conforte sa reprise au quatrième trimestre grâce au rebond de sa production industrielle (+7,1 % en glissement annuel) et de sa consommation avec une augmentation des ventes au détail (+4,6 %). Le glissement annuel du PIB du pays au dernier trimestre devrait ainsi s'établir à +6,5 %, participant à une croissance de 2,3 % sur l'année.

Sur la scène diplomatique, le dernier trimestre a été marqué par la signature du **Partenariat régional économique global (RCEP)** qui réunit 15 pays* de la région et ouvre la voie à la création de la plus importante zone de libre-échange du monde (2,2 milliards de consommateurs et 30 % du PIB mondial). S'il comprend plusieurs clauses excluant notamment le commerce de produits agricoles ou la plupart des services, cet accord devrait permettre un échange sans droits de douane pour 90 % des biens. À moyen terme, il pourrait favoriser le développement de la région et attirer les investissements étrangers.

* Membres de l'ASEAN, Australie, Chine, Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve bank of Fiji, Direction générale du Trésor.